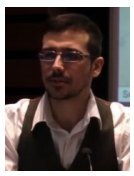
Publié le avril 3, 2020 par jj

← Précédent Suivant →

Effondrement économique…

… au bord du gouffre, le moment est venu pour une commission Pecora du XXIème siècle

Par Matthew Ehret – Le 16 mars 2020 – Source Strategic Culture



Alors que les politiciens républicains et démocrates tiennent des réunions d'urgence pour décider comment éviter un effondrement de Wall Street, le spectre de l'hyperinflation plane dans l'air autant aujourd'hui qu'en Allemagne pendant les premiers mois de 1922.

— *© Photo: Pixabay*

Cette semaine, les marchés ont été soutenus par l'offre d'une injection record de 1 500 milliards de dollars de liquidités au cours des prochains mois – ajoutés aux 9 000 milliards de dollars déjà injectés au cours des six derniers mois – et plutôt que de s'attaquer aux vraies raisons de cet effondrement financier à venir *[en cours, NdT ?]* – les médias ont lavé le cerveau des occidentaux en racontant que tout aurait été pour le mieux, ***« si seulement le coronavirus n'était pas devenu une pandémie ».***

Mais qu'est-ce qui est vraiment renfloué ici, exactement, et pourquoi ? Cet argent parvient-il vraiment à l'économie réelle ? Est-il investi pour reconstruire les exploitations agricoles, les entreprises et l'industrie américaines ?

La réalité est que la seule chose qui est sauvée, ce sont les banques *«trop grosses pour faire faillite»* qui se trouvent au sommet d'un volcan actif de produits financiers dérivés de 1,5 quadrillion de dollars [1,5*10^24]. Les spéculateurs américains les plus faillis sont *JPMorgan Chase*, *Citigroup* et *Goldman Sachs,* dont l'exposition aux dérivés a atteint respectivement 49 000 milliards de dollars, 47 000 milliards et 42 000 milliards ces dernières années.

Je soutiens que Trump est sincère dans son désir de *«drainer le marais»* et de reconstruire la base industrielle perdue de l'Amérique. Je crois également sincèrement que Trump souhaite établir des relations positives avec la Russie, la Chine et d'autres

États-nations souverains, ce qui a attiré l'ire de l'État profond international. Cependant, l'angle mort potentiellement fatal de Trump semble être sa tendance à croire que le bien-être de Wall Street est en quelque sorte indicatif du bien-être de l'Amérique.

Si Trump est intelligent – et ses précédents appels à la restauration du Glass-Steagall act et les pratiques du Système Américain impliquent qu'il sait une chose ou deux – alors plutôt que de renflouer Wall Street en versant plus d'essence sur le feu, il vaudrait mieux qu'il regarde les leçons de 1933 et créé une nouvelle commission Pecora pour 2020.

Qu'est-ce que la Commission Pecora?
Beaucoup sont informés de l'effondrement économique du 24 octobre 1929 qui a inauguré quatre années de dépression en Amérique, et dans une grande partie du monde occidental. Cependant, peu de gens sont conscients de la lutte intense lancée par les patriotes des deux partis *[Républicains et Démocrates]* contre le parasitisme de Wall Street / État profond de cette époque, lutte qui a empêché un coup d'État fasciste contre le nouveau président Franklin Roosevelt, tout en paralysant la domination de Wall Street sur la vie américaine. Malgré les livres d'histoire révisionnistes blanchis à la chaux, qui ont contaminé ces 70 dernières années, le rétablissement américain de la dépression ne s'est jamais produit sans une lutte pour la vie ou la mort, et cette lutte a été rendue possible en grande partie par le travail courageux d'un avocat italien de New York. Le nom de cet homme est Ferdinand Pecora.

En 1932, lorsque les sénateurs Peter Norbeck (R-SD) et George Norris (R-NB) ont créé le *U.S. Committee on Banking and Currency [Commission américaine des banques et de la monnaie],* l'économie américaine était sous assistance vitale, et le peuple était si désespéré qu'une dictature fasciste en Amérique aurait été accueillie à bras ouverts, si seulement elle pouvait mettre du pain sur la table. Le chômage a atteint 25%, alors que plus de 40% des banques ont fait faillite et 25% de la population a perdu son épargne. Des milliers de campements de toile appelés *«Hoovervilles»* étaient disséminés aux États-Unis, et plus de 50% de la capacité industrielle du pays fut fermée. Des milliers de fermes ont été saisies et les moteurs de l'industrie américaine ont été brusquement arrêtés. *[Voir sur cette période le célèbre film Les Raisins de la Colère de John Ford, 1939 ou lire le roman de Steinbeck à l'origine du film, NdT]*

— *Chômeurs, passez votre chemin, nous ne pouvons même pas prendre soin de nous-mêmes. Chambre de Commerce*

De l'autre côté de l'océan, les régimes fascistes d'Allemagne, d'Italie et d'Espagne se renforçaient de jour en jour, alimentés par l'injection de centaines de millions de dollars de capitaux par les banquiers de Londres et de Wall Street. Parmi ces financiers pro-fascistes, on trouve nul autre que Prescott, le patriarche de la famille Bush, qui a accordé des millions de prêts au parti nazi d'Hitler en faillite *[après qu'il a perdu les élections, NdT]* en 1932, et a continué de faire affaire avec le parti jusqu'en 1942. Il ne s'est arrêté qu'après avoir été reconnu coupable de *« commerce avec l'ennemi »*.

Le *U.S. Committee on Banking and Currency* était un organisme relativement impuissant lorsqu'il a été créé en 1932, mais lorsque le sénateur Norbeck a appelé Ferdinand Pecora pour le diriger en avril 1932, tout a commencé à changer. Italo-américain de première génération, Pecora a été contraint de quitter le lycée, après que son père a été blessé, pour subvenir aux besoins de sa famille. Des années plus tard, le jeune homme a trouvé du travail comme commis dans un cabinet d'avocats et, ayant réussi à se frayer un chemin à travers la faculté de droit, il a intégré le barreau en 1911. Sa réputation irréprochable lui a valu l'animosité de puissants financiers de New York, qui se sont assurés que ses succès dans la poursuite des courtiers n'aboutissent jamais à lui faire obtenir le poste de procureur général, où il s'est fait finalement un nom en fermant plus de 100 maisons de courtage illégales qui spéculaient sur des titres frauduleux pendant la dépression.

Quelques jours après avoir accepté le poste, à Washington, de Conseiller en chef à la Commission de Norbeck – pour le maigre salaire de 250 $ par mois – Pecora a reçu de larges pouvoirs d'assignation pour auditer les banques et traîner les hommes les plus puissants d'Amérique au tribunal pour témoigner lors des audiences du comité.

Au cours de ses deux premières semaines, Pecora a fait la une des journaux en vérifiant les livres de comptes des principales banques de Wall Street et a convoqué, pour témoigner, le président pro-fasciste de la ville Charles Mitchell – qui s'apprêtait alors à conseiller Benito Mussolini. En quelques jours, l'équipe d'avocats de la défense de Mitchell n'a pu que regarder, désespérée, le puissant financier admettre avoir vendu à découvert les actions de sa propre banque pendant la dépression, escroquant les déposants par des achats de dette pourrie cubaine en évitant les impôts pendant des années. La honte a contraint Mitchell à démissionner, suivi quelques jours plus tard par le président de la Bourse de New York, Dick Whitney, qui a quitté le tribunal avec les menottes.

Cette répression des abus de Wall Street a été très médiatisée et a mis en lumière les stratagèmes criminels utilisés pour jouer avec l'épargne et les dépôts des banques commerciales sur les marchés de valeurs mobilières et les contrats à terme, ce qui a conduit à l'effondrement orchestré de la bulle économique en 1929 – ironiquement, une grande partie de la bulle construite pendant les *«jours d'argent facile»* des *«années folles»* était centrée sur le marché du logement *[… comme en 2008, NdT]*. La répression de Pecora a également donné le ton de la nouvelle administration Roosevelt.

Contrairement à la précédente Commission Pujo de 1911 dirigée par le sénateur Charles Lindberg Sr., qui avait également dénoncé les abus de pouvoir de Wall Street, la Commission Pecora était soutenue par un président qui se souciait réellement de la Constitution et augmentait toujours plus les pouvoirs de Pecora. Lorsque le président FDR a été informé que le fait de soutenir Pecora dans sa dénonciation des délits financiers nuirait à l'économie, le président a répondu : *«Ils auraient dû y penser quand ils ont fait les choses qui sont exposées maintenant»*. FDR a donné suite à cet avertissement en encourageant Pecora à s'en prendre à John Pierpont Morgan Jr.

Plutôt que de contrôler une institution américaine comme beaucoup le croyaient il y a 70 ans et encore aujourd'hui, J.P.Morgan Jr. réalisait en fait une opération qui avait été initiée auparavant au milieu du 19e siècle dans le cadre d'une infiltration de l'Amérique par les britanniques. Comme l'historien John Hoefle l'a souligné dans une étude EIR de 2009 :

> « La Maison Morgan était, en vérité, une opération britannique depuis sa création. Elle a commencé sous le nom de George Peabody & Co., une banque fondée à Londres en 1851 par l'américain George Peabody. Quelques années plus tard, un autre Américain, Junius S.Morgan, a rejoint le cabinet et, à la mort de Peabody, le cabinet est devenu J.S. Morgan & Co. Junius Morgan a fait venir son fils, J. Pierpont Morgan, pour diriger le bureau de New York de J.S. Morgan, et le bureau de New York est devenu JP Morgan & Co. À partir de leur rôle initial d'assistance, les Britanniques ont pu prendre le contrôle des chemins de fer américains, la banque Morgan est devenue le fer de lance dans la guerre de l'oligarchie [britannique] contre le Système Américain, en utilisant les profondes poches de ses maîtres impériaux, pour devenir une puissance, non seulement dans la finance, mais aussi dans l'acier, l'automobile, les chemins de fer, la production d'électricité et d'autres industries. »

En 1933, la *House of Morgan* était devenue une hydre à plusieurs têtes contrôlant les services publics, les sociétés de portefeuille, les banques et d'innombrables autres filiales.

> — *Le sénateur George Norris présente un tableau de la puissance de Wall Street*

Lorsque J.P.Morgan Jr. a été appelé à témoigner, le banquier portait un nain sur ses genoux en se moquant du *«cirque de la commission»*. Alors que les questions commençaient, le banquier arrogant a été pris au dépourvu par la preuve de Pecora qui a présenté des *«listes de clients privilégiés»,* secrètes, composées de politiciens que le banquier avait dans sa poche, et qui ont reçu des offres d'actions à des prix ristournés. Parmi les milliers de traîtres nommés dans cette liste, Pecora a révélé l'ancien président Calvin Coolidge, le secrétaire au Trésor de Coolidge Andrew Mellon – un partisan nazi de Schacht *[ministre de l'économie d'Hitler]* depuis le début – le financier Bernard Baruch, le juge de la Cour suprême Owen Roberts et le superviseur du Parti démocrate John Jacob Raskob. Ce dernier n'était pas seulement un spéculateur important, mais aussi le chef de *l'American Liberty League,* qui a tenté à plusieurs reprises de renverser le prédident FDR entre 1933-1939, et a travaillé à une alliance de l'Amérique avec les puissances de l'Axe de 1939-1941.

L'ego divin de Morgan a été ramené au niveau des mortels lorsque le banquier décontenancé a seulement été en mesure de répondre *«Je ne me souviens pas»* à plusieurs reprises lorsqu'on lui a demandé s'il avait payé des impôts au cours des cinq dernières années. Il s'est avéré, à la fin du procès, qu'aucune des filiales de la *House of Morgan* n'avait payé d'impôts pendant toute la période de la dépression, et avait été surprise à jouer avec les actifs des déposants de comptes commerciaux. Ces révélations ne sont pas bien passées auprès d'une population mourant de faim dans les rues américaines.

Des démonstrations similaires de corruption ont été faites contre les dirigeants de *Kuhn Loeb*, *Chase Bank, Brown Brothers Harriman* et d'autres.

Face à ces révélations, le magazine *The Nation* a rapporté : *« Si vous dérobez $25,*

vous êtes un voleur. Si vous détournez $250 000, vous êtes un escroc. Si vous volez $2,5 millions de dollars, vous êtes un financier. »

Le sénateur Burton Wheeler, allié de Pecora, a déclaré : *« La meilleure façon de restaurer la confiance dans notre banque, c'est de virer des banques ces présidents brigands et les traiter de la même manière que nous avons traité Al Capone. »*

Le président FDR draine le marais
Avec la lumière fermement projetée sur les coins d'ombre obscurs où se cachent des créatures aussi viles que J.P.Morgan et d'autres gremlins financiers, la population a finalement pu commencer à comprendre quelles injustices elle a subies pendant les années de désespoir après 1929. Bien que tous les banquiers ne soient pas allés en prison, comme Wheeler ou Pecora l'auraient souhaité, des dizaines d'exemples ont été cités, et de nombreux autres ont terminé leurs carrières dans la honte. Mais surtout, cette exposition a donné à Franklin D. Roosevelt le soutien nécessaire pour assécher le marais et imposer des réformes radicales aux banques.

Au cours des cent premiers jours, FDR a pu :

1) Imposer une séparation bancaire avec le *Glass-Steagall Act* – forçant les banques de Wall Street à séparer leurs activités de banque de dépôt et de banque d'affaires pour empêcher les spéculateurs de jouer avec des actifs productifs.

2) Créer la *Federal Deposit Insurance Corporation* (FDIC), qui protège l'épargne des citoyens des crises futures.

3) Créer la *Securities Exchange Commission* pour superviser les activités de Wall Street, et dont Pecora a été nommé commissaire en 1934.

4) Libérer un large crédit grâce à la *Reconstruction Finance Corporation* (RFC) qui a agi comme une banque nationale contournant la Réserve fédérale privée, canalisant 33 milliards de dollars vers l'économie réelle jusqu'en 1945 – plus que toutes les banques commerciales privées combinées.

5) Imposer des droits de douane protecteurs sur l'agriculture, les métaux et les produits industriels, pour arrêter le dumping de produits bon marché vers l'Amérique, et reconstruire l'économie physique du pays.

6) Ouvrir de vastes chantiers de travaux publics, comme la *Tennessee Valley Authority,* les barrages de *Grand Coulee*, les barrages *Hoover*, le développement du St Laurent et d'innombrables autres projets, hôpitaux, écoles, ponts, routes et voies ferrées dans le cadre du *New Deal,* qui a agi à bien des égards comme l'initiative Belt and Road de la Chine à notre époque moderne. Malheureusement, Roosevelt est mort avant que cette nouvelle forme d'économie politique ne puisse être répandue à l'étranger dans les années d'après-guerre en tant que programme anti-colonial.

Un bel aperçu de la lutte de FDR est présenté dans le film de 2008 *«1932 : Ne parlez pas de partis mais de principes universels»*.

Empêcher un coup d'État fasciste d'hier à aujourd'hui
La Commission de Ferdinand Pecora a façonné la dynamique de l'Amérique si intensément par son simple pouvoir de mettre au jour la vérité, que les efforts pour exécuter un coup d'État fasciste contre FDR en utilisant un général nommé Smedley Butler ont également échoué avant de pouvoir être mis en œuvre. Butler a suivi les plans de *Wall Street* pendant quelques mois avant de décider de dénoncer publiquement le putsch au Congrès. Butler a dévoilé l'intention des putschistes de l'utiliser comme *«dictateur fantoche»* en conduisant des milliers de légionnaires américains à l'assaut de la Maison Blanche pour déloger FDR.

Elle est souvent oubliée aujourd'hui, mais au début des années 1920-1930, la Légion était calquée sur le *squadristi* fasciste de Mussolini, et même son chef Alvin Owsley l'a explicité en 1921 en disant :

> «Au besoin, la Légion américaine est prête à protéger les institutions de ce pays et ses idéaux, de la même manière que les fascistes ont traité les forces destructrices qui menaçaient l'Italie. N'oubliez pas que les fascistes sont pour l'Italie d'aujourd'hui ce que la Légion américaine est pour les États-Unis.»

Les révélations surprenantes de Butler ont amplifié le soutien populaire de FDR, et vacciné une grande partie de la population contre les fausses informations diffusées par les agences de propagande de Wall Street disséminées dans les médias.

En 1939, Pecora a écrit un livre intitulé *« Wall Street Under Oath: The Story of our Modern Money Changers »* où l'avocat a prophétisé :

> «Sous la surface de la réglementation gouvernementale du marché des valeurs mobilières, les mêmes forces qui ont produit les excès spéculatifs tumultueux du *«marché haussier sauvage»* de 1929 témoignent encore de leur existence et de leur influence. Bien que réprimés pour le moment, il ne fait aucun doute que, s'ils en avaient l'occasion, ils reprendraient leurs activités pernicieuses.»

Pecora a ensuite lancé un autre avertissement que les générations actuelles devraient prendre au sérieux :

> «S'il y avait eu une divulgation complète de ce qui a été fait pour faire avancer ces projets, ils n'auraient pas pu survivre longtemps à la lumière féroce de la publicité et des critiques. La chicane légale et l'obscurité totale étaient les alliés les plus solides des banquiers.»

L'effondrement économique actuel ne peut être évité que si les leçons de 1933 sont prises au sérieux, et que les patriotes qui se soucient réellement de leurs nations et de leurs peuples cessent de légitimer l'économie de casino du capital fictif, des produits dérivés, de l'esclavage de la dette et de l'anti-humanisme qui est devenu si courant à travers le monde dans les couches de l'élite technocratique et bancaire essayant aujourd'hui de contrôler le monde. Cette élite, tout comme les financiers des années 1920, ne voit finalement pas l'argent comme une fin, mais le considère simplement comme un moyen d'imposer des formes fascistes de gouvernance à la population mondiale. De la même manière que les ennemis de FDR à Wall Street / Londres ont cherché à imposer un gouvernement mondial avec l'aide des nazis, les héritiers de cet héritage anti-humain sont motivés par un engagement crypto-religieux à *«gérer»* un nouvel effondrement de la civilisation avec un *New Deal* vert et un gouvernement mondial.

Alors, pourquoi accepter cet avenir dystopique alors qu'un avenir meilleur nous est offert par l'alliance multipolaire dirigée aujourd'hui par la Russie et la Chine ?

Matthew Ehret

Traduit par jj, relu par San pour le Saker Francophone

4 858

Envoyer l'article en PDF | Entrez l'adresse e-mail | Envoyer

Ce contenu a été publié dans **collapsologie**, **Contrôle des populations**, **Fascisme**, **Finance**, **Globalisme**, **JP Morgan**, **Matthew Ehret**, **Récession**, **ultralibéralisme** par **jj**. Mettez-le en favori avec son **permalien**.

1 RÉFLEXION SUR « EFFONDREMENT ÉCONOMIQUE… »

Ping : Effondrement économique…Par Matthew Ehret – Ecole populaire de philosophie et de sciences sociales

Les commentaires sont fermés.